

# Défendre la zad

## 4e de couverture et/ou première page avant l'ouverture du texte.

A l'automne 2015, le gouvernement a annoncé que démarrerait au plus vite les travaux de l'aéroport de Notre Dame des Landes. Il a martelé sa volonté d'expulser la zad, intolérable « *zone de non droit* », de l'ensemble de ceux qui l'habitent et la cultive. Avec les efforts conjugués des tractopelles de Vinci et des grenades de la gendarmerie, il entend tenter, une fois encore, « *dès que possible* », de venir à bout de tout ce qui pousse et vit dans ce bocage.

Face à la menace d'une nouvelle invasion armée, nous prenons aujourd'hui la parole pour appeler, partout, à défendre la zad, et à travers elle tout l'espoir contagieux qu'elle contient dans une époque plombée. La conviction qu'il est possible d'arrêter les projets destructeurs de ceux qui prétendent nous gouverner et de se libérer du joug de l'économie. L'aspiration à inventer ici et maintenant d'autres manières d'habiter le monde, pleines et partageuses. Cet espoir s'ancre dans une histoire commune, riche des élans de dizaines de milliers d'insoumis et de liens indéfectibles soudés par le temps. Cette brève nouvelle politique invoque quelques fragments décisifs de cette aventure, comme autant de conjurations face à la menace et de repères éclatants pour l'avenir.

Nous sommes quelques habitant.e.s de la zad de Notre dame des landes ou proches compagnons de route qui vivons depuis des années au diapason de cette rébellion. Au sein de la Mauvaise troupe, nous travaillons depuis quelques mois à en récolter et à en colporter les récits dans un ouvrage encore en construction. Mus par un sentiment d'urgence, nous avons décidé de prendre la plume pour rédiger préalablement les lignes qui suivent. Dans un époque où règne le « je », nous avons l'ambition de parler ici au « nous ». Celui employé dans ce livret nous dépasse et se risque même à incarner au fil du récit une des paroles collectives d'un mouvement fort de son hétérogénéité. Il n'en est ni la vérité ni la voix unique, mais une hypothèse sur ce qui se construit de commun et d'indéracinable, dans l'entremêlement vivant de nos positions et de nos expériences singulières.

\*\*\*

C'était à l'automne 2012 dans le bocage de Notre-Dame-des-Landes. Ce fut le moment où, brusquement, tous les regards se tournèrent sur cette lutte contre un projet d'aéroport, parachuté sur 2000ha de bocage, hameaux et terres agricoles. Nous gardons le souvenir encore vif de ce que cet automne là a bouleversé en chacun d'entre nous, pris de près comme de loin dans le cours des événements.

Au petit matin du 16 octobre, sur une route de campagne encadrée de haies et noyée dans une brume lacrymogène, une interminable colonne de fourgons s'installe. Cette armada précède les engins de chantiers venus détruire quelques dizaines de fermes et cabanes occupées. L'État semble tout avoir de son côté : des moyens financiers considérables, plus de mille hommes mobilisés, un équipement ultramoderne, une discipline de fer, des médias de masse pour relayer sa propagande, un *Utilité Publique* de laquelle se réclamer. Ce projet d'aéroport est, comme tous leurs autres projets, au service de la *croissance*, de *l'emploi*, de la *transition écologique* et même de la *sécurité* ; en bref de tous les fétiches dont ceux qui nous gouvernent sont les gardiens et camelots.

En plus de 40 ans de lutte pour que la « Zone d'Aménagement Différé » reste cultivée et habitée, ceux qui en face décident de l'agencement du territoire sont restés hermétiques à ce qui fait notre attachement à ces terres, à ce qui nous lie aux voisins avec lesquels on partage des moments

de fête et de chantiers. Ils sont demeurés absolument étrangers aux jardins que l'on bichonne, aux fermes rythmées par les horaires de la traite, aux chemins dans lesquels on se perd pour cueillir mûres et champignons, à la faune et la flore luxuriante qui peuplent ce bocage.

De bourg en bourg, à des centaines de kilomètres à la ronde, le travail d'enquête et de communication assidu mené par les associations a pourtant donné au mouvement une assise populaire et fait de cet aéroport un specimen emblématique. Ailleurs aussi, la logique veut que chaque pouce de terrain soit rentabilisé et contrôlé. Ailleurs aussi un paysage détruit, une vie piétinée finissent toujours par créditer on ne sait quel flux financier par un obscur jeu d'écriture comptable. D'année en année, les regards aiguisés ne se laissent plus berner, la parole se libère et les enjeux se croisent : réchauffement climatique, passion botanique, gaspillage des deniers publics, préservation des terres agricoles ou défense d'espaces réfractaires au vide consumériste qui s'étend la métropole... Malgré la force des arguments pour contrecarrer le projet d'aéroport, les consultations et enquêtes publiques de rigueur ont pour principe de ne jamais donner tort à leurs auteurs. Puisque l'Etat semble aussi royalement se contrefoutre des lois dont il est censé être le garant, les opposants ont porté le combat sur le terrain des tribunaux. Ils y ont érigé méticuleusement, pendant des années, des barricades de papier, propre à retarder l'échéance. Mais la justice a rejeté pas à pas tous les recours déposés par les associations d'opposants et par le collectif d'élus anti-aéroport. En bien d'autres fronts, les plus déterminés finissent alors généralement par baisser les bras et par laisser place à la marche forcée du progrès. Sauf que cette fois la machine s'est grippée. A la fin de l'été 2012, ceux qui habitent la zad refusent toujours de se soumettre et de dégager le terrain pour laisser place aux chantiers. Les études préliminaires aux travaux, forages et études de « compensation environnementale » ne cessent d'être bloqués ou sabotés.

Reste à l'Etat le recours à la force, une bonne fois pour toute : depuis des semaines, une machinerie bureaucratique et policière planifie impassiblement l'assaut contre la zad. Le 16 octobre 2012, c'est le début de « *l'opération César* », dont le nom témoigne suffisamment de la vanité grotesque qui suinte des bureaux de la Préfecture.

Depuis le 16 octobre au matin, en face des flics, il y a *nous*. Nous ne sommes d'abord pas nombreux, mais dès le premiers jour, nous sommes forts de notre diversité, éprouvée par des années de rencontres et d'ancrage dans une lutte.

Nous sommes des habitants et des paysans de la zad pour lesquels quitter ce bocage a toujours été inconcevable, malgré les pressions incessantes et la précarité d'un avenir incertain. De généreux obstinés qui - sans hésitation - ouvrent immédiatement leur fermes et leurs maisons, comme autant de refuges et de bases logistiques depuis lesquelles résister ensemble, alors même qu'ils ne sont pas encore visés par cette première tentative d'expulsion, grâce à un sursis arraché au terme d'une longue grève de la faim en 2012.

Nous sommes des groupes d'« occupant.e.s » arrivés petit à petit depuis quelques années dans le bocage à l'appel d'un collectif « *d'habitants qui résistent* ». Nous nous démenons autour de nos logis avec des boucliers en couvercle de poubelle, du matériel de grimpe pour se réfugier à la cime des arbres, des feux d'artifices et de la peinture pour répondre aux assauts des flics, du citron pour se prémunir des gaz, un émetteur radio pirate pour continuer à communiquer d'un bout à l'autre de la zone et quelques ordinateurs pour contrer la propagande médiatique... Nous ne cessons de courir, haletants, dans la boue, pour entraver les mouvements policiers, et disparaissions derrière les haies et bosquets qui nous sont devenus tellement familiers. Nous attendons des heures, sous la pluie battante, derrière des barricades qui s'embrasent à l'approche des troupes.

Nous sommes des alentours, militants de longue date ou simple voisins que la situation a révolté, abruptement. Nous nous retrouvons dans la grange de la Vacherit avec l'intime conviction d'avoir un rôle actif à jouer dans ce moment. Nous avons pour armes et bagages des chaussettes sèches, des calicots, de quoi filmer l'expulsion et témoigner des violences policières, des stylos pour rédiger des lettres courroucées. Parmi nous, beaucoup d'anciens sont portés par la mémoire encore vive de belles histoires de luttes – celle des irréductibles de Plogoff ou du Pèlerin face au Nucléaire, celles des paysans d'Ancenis ou de Couëron face aux barons du monde agricole. Nous aussi, faisons bientôt face aux gendarmes, nos corps en travers de la route.

Nous sommes une communauté de lutte en train de naître.

Entre les flics et nous, nos barricades semblent d'abord de bien frêles édifices. Érigées à la hâte dans la nuit, elles sont faites de bric et de broc : carcasses de bagnoles, pneus usagés, bottes de foin et tout ce qui passe sous la main. Elles matérialisent la démarcation entre deux mondes qui se font face. Dès le 16 octobre au matin, dans le bourg de La Paquelais, à 500 mètres de là, les flashes crépitent : Conférence de presse. Le préfet de Loire-Atlantique annonce avec le plus grand sérieux : « à dix heures, tout était terminé ». Il ne se figure pas encore la détermination qui - déjà - se dresse face à lui.

Notre première victoire dans ces premiers jours c'est d'avoir tenu le terrain coûte que coûte face à ce déploiement massif dont le seul objectif était de nous acculer à la fuite et au renoncement. Notre première victoire fut de nous défendre malgré tout, alors que, justement, rien ne laissait présager la victoire.

En quelques jours, plusieurs maisons et cabanes de la zad sont néanmoins réduites à l'état de ruines, emportées jusqu'à la dernière pierre dans des camions bennes, comme pour chasser jusqu'aux fragments de nos souvenirs.

*« Après la première semaine d'expulsion, il y a eu la première manif à Nantes et je devais faire le discours introductif, et je tremblais, et j'ai eu cette idée d'énumérer tous les noms des lieux qui avaient été expulsés ou qui résistaient encore, des lieux-dits mais aussi des noms inventés par le mouvement d'occupation : la Bellich', le Coin, la Gaité, les Planchettes, les 100 Chênes, le No Name, Les Fosses noires, les Vraies rouges, le Far west... Pour moi ça exprimait la manière dont cette zone qu'ils disaient vide était au contraire pleinement en vie. »* Jasmin, Naturaliste en lutte.

Résister n'est pas une affaire d'élan viril. Nul ne peut prétendre être insensible à la peur, aux doutes et à la fragilité qui nous traversent en de telles situations. Ce dont il est question : c'est du moment où éclot la certitude partagée que, s'il existe la moindre chance - si infime soit-elle - de pouvoir peser sur cette situation épouvantable dans laquelle nous fûmes jetés, alors il faut la saisir. Il s'agit de relever la tête et d'accepter que résister, c'est toujours un coup de dé. En cet automne 2012, une fois les dés jetés tout s'emballe.

Chaque jour de plus en plus de monde converge sur la zad. A la Vacherit le ravitaillement atteint des proportions délirantes, au point que le hangar agricole mis à la disposition de la lutte prend des airs de caverne d'ali baba, avec ses montagnes de fruits secs et de bottes, ses monticules de médicaments et de tablettes de chocolat, de radios à piles et de vêtements chauds. Les barricades se reforment, de plus en plus imposantes nuit après nuit, inlassablement reconstruites après chaque nouvel assaut. Des milliers de personnes, suspendues au fil infos de zad nadir, vivent au rythme des événements sur la zad. Sur Radio klaxon, qui s'est installée sur la fréquence de Radio Vinci autoroute, les ondes résonnent de la lecture des cartes postales qui affluent pour nous encourager.

Chez les occupants-maraîchers du Sabot, puis à la ferme squattée du Rosier, des paysans des quatre coins de la région, regroupés dans le collectif COPAIN, se jettent de tout cœur dans la bataille. Les « *tracteurs vigilants* » viennent décupler la force matérielle du mouvement, superposent roundballers et pylones pour bloquer les chemins ou forment un anneau de protection autour des bâtiments menacés. L'esprit de révolte insufflé par le mouvement des paysans-travailleurs au long des années 70 semble gronder de nouveau dans les campagnes de Loire-Atlantique.

De partout en France surgissent plus de 200 comités locaux qui - en plus de s'organiser collectivement pour venir sur le terrain - mènent chez eux des actions de solidarité protéiformes : contre-information, occupations de mairie, visites animées de permanences du PS, péages gratuits, sabotages de chantiers Vinci, manifs et rassemblements... Tous ces gestes viennent renforcer la résistance locale.

A cette alchimie spontanée de l'autodéfense s'ajoute une carte décisive que nous gardions sous la main : la manif de réoccupation. Annoncée de longue date, elle faisait le pari de déplacer l'enjeu du conflit. Il ne s'agit pas seulement de se défendre face à une expulsion, mais de leur démontrer que même s'ils y parvenaient, nous reviendrions plus nombreux - « *un mois plus tard* » - pour reconstruire quelque chose d'encore plus puissant que ce qu'ils auront cru pouvoir anéantir. La conjonction de cette perspective stratégique et l'écho partout répandu d'une résistance flamboyante et acharnée à César laissent place - après plusieurs semaines de destruction et de combats - à une journée féérique.

Nous sommes le 17 novembre 2012, les flics s'effacent sagement du paysage. Ils laissent place à une marée humaine de 40 000 personnes. Au départ de la manif, le petit bourg de Notre-Dame-des-Landes est comme englouti par la foule, au point que les centaines de tracteurs présents ne pourront se joindre au cortège. Quelques kilomètres plus loin, depuis un champ, on voit passer de mains en mains d'innombrables planches et poutres qui disparaissent dans la forêt. Lové au cœur d'une châtaigneraie, un village surgit de terre en une journée, avec sa cuisine, sa manufacture, ses dortoirs, sa NOTAVerne et sa salle de réunion. Pendant plusieurs mois, il sera le point de ralliement des comités locaux, se relayant pour habiter les lieux. Ce soir là, nous sommes des dizaines de milliers à repartir avec le sentiment d'avoir tordu le coup à César et renversé le cours de l'histoire. Nous sommes des dizaines d'autres à ne tout simplement plus pouvoir repartir du tout, saisis par l'intensité de l'aventure qui se vit là et prêt à désertier appartements et boulots.

Les forces qui nous gouvernent croient - avec la masse considérable de données qu'elles accumulent consciencieusement sur nous - tout savoir de notre condition matérielle, de nos orientations politiques, spirituelles et sexuelles, de nos goûts et de nos amitiés. Elles s'imaginent, avec leur attirail d'infrastructures et de dispositifs, pouvoir contrôler le moindre aspect de nos existences. Mais en ce 17 novembre une émotion collective propre à faire dérailler durablement les statistiques s'est matérialisée à Notre Dame des Landes.

\*\*\*

Nous sommes les 23 et 24 novembre 2012. Ce qui se joue ici a pris une ampleur telle que cette portion de territoire en suspens devient un sujet quotidien, des couvertures des médias aux comptoirs des cafés, et un affront majeur pour le gouvernement.

*"Il est hors de question de laisser un kyste s'organiser, se mettre en place, de façon durable, avec la*

*volonté de nuire avec des moyens parfois dangereux (...). Nous mettrons tout en oeuvre pour que la loi soit respectée (...) pour que les travaux puissent avoir lieu"* Manuel Valls, alors ministre de l'intérieur, le 23 novembre 2012

En cette fin de semaine, les autorités veulent reprendre le contrôle de la situation et laver l'affront de la manifestation de réoccupation. La forêt de Rohanne et la Chateigneraie tremblent sous les incessantes détonations des grenades offensives. Suspendue entre ciel et terre, une bande d'ami.e.s tenaces pendille au bout des cordes qui les relient à quinze mètres du sol dans les branchages. La nouvelle se répand. Nombre de ceux qui sont repartis avec en eux, un peu de la zad, ont aussi le sentiment d'avoir laissé un peu d'eux même dans la construction commune de la Chateigne. A l'annonce de l'assaut, ils rejoignent la forêt toutes affaires cessantes. Nous sommes désormais des milliers, venus de toutes parts à se retrouver au milieu de la brume et de la fumée. On se tient ensemble. Au contact des flics comme hors de portée des gaz, nous protégeons celles et ceux qui sont avec nous de notre regard, de notre présence. Nous sommes un corps collectif. Une ronde endiablée joue avec le cordon policier qui encercle les arbres que les machines sont venues abattre. Elle frôle, taquine et désoriente les gendarmes mobiles sur un air de Fest-noz, mêlant des personnes de tous âges et de tous horizon. On chante, on crie, on se bat, on se soigne, on se prend dans les bras.

En face, la consigne est cette fois claire: il faut blesser. Faire payer cet irrépressible disposition à l'emportement. Les éclats des grenades que la police tire contre nous pénètrent nos corps et restent fichées sous notre peau<sup>1</sup>. Comme pour qu'à l'avenir leur présence douloureuse nous enjoigne à baisser la tête. Au risque de produire des effets discordants.

*« Voilà, c'était le jour où il y avait le bordel dans la forêt de Rohanne. Et ce que j'y ai vu, la violence des flics, ça m'a énervé propre et net. Et depuis, ça n'a pas arrêté de m'énerver. Ça ne m'a pas lâché. »* Anne-Claude du comité local de Blain.

Hors de la forêt, le conflit s'amplifie et contamine. Des ponts et autres artères stratégiques de circulation de la région sont bloqués par des tracteurs et piétons. Devant la préfecture de Nantes, 10 000 personnes battent le pavé et se heurtent au canon à eau mobilisé pour l'occasion. La nuit finit par tomber sur la forêt de Rohanne. L'ordre est donné aux flics de se retirer. Ils s'exécutent sous les projectiles et les hurlements de loup dans une ambiance de bérézina. A la radio, le gouvernement défait annonce la fin de sa tentative d'expulsion. Ainsi s'ouvre une page nouvelle de notre histoire commune.

Après l'échec cuisant de la reconquête policière, retour à une gestion plus fine. Deux dispositifs sont immédiatement déployés. L'un est politique, c'est la « *commission de dialogue* », une instance de négociation à l'image de celles qui sont venues à bout de tant de luttes sociales par le passé, des « *accords de Grenelle* » en 1968 au mouvement des retraites en 2003. Cette nouvelle stratégie cherche avant tout à diviser le mouvement, à défaut de pouvoir lui arracher le territoire qu'il habite. Mais les associations refusent de participer à la mascarade et de s'enfermer sagement dans un salon entre « *personnes raisonnables* ». Qu'y aurait-il à négocier au juste ? L'équation est simple : soit l'aéroport est abandonné, soit le bocage est détruit et ses habitants expulsés.

Le second dispositif est policier : ce sont les checkpoints qui vont s'établir des mois durant. Ceux-ci visent à enfreindre la circulation au sein de la zad, tout en la coupant de l'extérieur pour éviter que n'y transitent soutiens et matériaux de construction interdits par décret préfectoral. Au carrefour de la Saulce et aux Ardillères, les poulets sont là, figés autour de leur camion, avec de

grands projecteurs et des hauts parleurs. Sans rien à attaquer et sans rien d'autre à défendre que l'absurdité de leur propre présence. Leur vie est une vaine et pluvieuse attente. De leurs fourgons, ils contemplent – impuissants – la foule qui chaque jour les contourne, et par la répétition de ce geste simple, les renvoie à leur inutilité. Progressivement, le check point, de repoussoir, devient une véritable attraction, objet de jeux multiples et d'assauts nocturnes. Pendant l'occupation policière, le harcèlement moral est érigé en art de vivre.

Un gendarme spécialiste du maintien de l'ordre, confie - dépité - à un journaliste du Télégramme : « évacuer, c'est toujours possible, même sur une zone aussi importante et difficile. Il suffit d'y mettre les moyens. Déloger on peut faire, mais tenir c'est impossible. » Le syndicat SGP Police se fend d'un communiqué déplorant « les difficultés des compagnies engagées », « un défaut cruel d'anticipation des événements », « une fatigue importante des effectifs déployés », avant de finir sur un déchirant cri du cœur digne d'un légionnaire exaspéré de babaorum : « Maintenant ça suffit ! ».

\*\*\*

Nous sommes le 12 avril 2013, l'automne et l'hiver humide dont nous nous extirpons cèdent la place aux premiers bourgeons, baignés par la lueur d'un soleil tant attendu. Les gendarmes quittent enfin le bocage tandis que le gouvernement annonce que l'aéroport, légèrement relooké, se fera bel et bien... prochainement. Mais, au milieu des haies comme dans les rues de Nantes, dans les réunions des comités comme dans les assemblées communes à la Vacherit est né le sentiment partagé d'une victoire à portée de main. C'est ainsi que notre communauté de lutte s'est mue en mouvement, et que la revendication « non à l'aéroport » s'est transformée en une certitude dont nous ne démordrons pas : « il n'y aura jamais d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes ». Le lendemain, quelques milliers de personnes convergent, fourches et bêches en main, sur la départementale 281 encore ponctuée de chicanes et au milieu de laquelle trône une tour de guet, bison futé, dont l'ossature élancée défie l'idée même de ligne droite. Des cultures reprennent dans les champs encore jonché de cartouches lacrymogènes. Des jardins démarrent sur des espaces investis au cours de l'hiver : la wardine, les 100 noms, saint-jean du tertre... De nouvelles cabanes poussent partout au rythme effréné des coups de marteaux qui résonnent au quatre coins du bocage.

Si les flics ont désormais l'ordre de ne plus s'aventurer sur la zone, le pouvoir ne s'évapore pourtant pas. Il se retire pour mieux réajuster le tir et organise son absence, espérant qu'elle génère un inéluctable chaos dont il pourrait tirer profit. Par un discret travail de sape et quelques coups tordus, il entend précipiter la dégradation des relations entre la zad et les bourgs alentours. Il compte aussi sur les inévitables conflits internes entre les formes de vies mêlées qui peuplent désormais ce bocage.

Il faut se figurer que depuis l'opération César, nous n'avons jamais été aussi nombreux et multiples à habiter la zad. Il y a bien sûr les paysans et les habitants de toujours, ceux qui sont nés ici, et ceux qui - ces dernières décennies - se sont installés puis enracinés dans ce bout de territoire. Il y a aussi toutes celles et ceux qui, depuis 2007, ont débarqué ici pour prendre part à la lutte contre l'aéroport et son monde, en occupant ce bocage de milles et unes manières. Il y a les paysans de COPAIN qui depuis l'ouverture de la Ferme de Bellevue, inventent une façon d'habiter la zone, passionément, en participant à des cultures collectives et à l'entretien des terres, au point même que certains semblent comme vivre à mi-temps ici.

Il y a tous les comités locaux, venus y construire des cabanes et avec lesquels s'établissent de nouvelles circulations. Il y a les naturalistes en lutte qui depuis 2012 se baladent tous les mois pour

inventorier la faune et la flore, créant ainsi un lien intime avec les mares, les prairies naturelles ou les salamandres de la zad sans pour autant y vivre.

Il y a ceux pour qui la zad est un refuge parce que c'est une zone sans contrôle d'identité : des réfugiés de Calais venus se reposer quelques temps faute d'avoir pu gagner l'Angleterre, des personnes qui fuient la justice, des jeunes en fugue... Il y a ceux pour qui la zad est un rivage, des personnes burinées par les galères et la rue. Il y a tout ceux qui débarquent et s'installent, mûs par ce que la zad porte d'utopie, et à qui il nous faut transmettre l'histoire de ce lieu et la complexité de cette lutte. A quoi s'ajoutent bien sûr ce passage et ce brassage permanent qui – même s'ils nous épuisent parfois - témoignent de l'espoir et de la curiosité qu'éveille ailleurs la magie de la zad. Le tableau de notre multiplicité ne sera jamais exhaustif et les catégories étriquées de la sociologie resteront incapables de rendre compte de la richesse qui se concentre dans la défense de ce petit bout de territoire.

Au cœur de ce bouillonnement, la situation inédite de la zad et la vacance des autorités, nous offre l'opportunité unique d'être en prise avec les conditions matérielles et affectives de nos existences. Face au défi d'une vie partagée sur la zone, une autre bataille s'engage alors, contre nous-même et en nous mêmes cette fois. Il ne s'agit plus seulement d'affronter le pouvoir sous sa forme la plus visible, mais de se battre contre ce qui s'est niché au plus profond de nos êtres. Il y a toujours, en nous tous, quelque chose de ces individus séparés cernés par leurs identités politiques, sociales, culturelles, hermétiques à l'altérité. La mise en échec d'un dispositif policier ne suffira jamais à détruire ce qui nous tenaille encore de consumérisme, de dépendances dévastatrices, de préjugés, de privilèges inquestionnés et de sexisme ordinaire. Comment nous délester de l'habitude lâche de vouloir tout déléguer ou de l'ambition néfaste de vouloir tout contrôler ? Les conflits qui naissent dans le bocage, qu'ils portent sur la vocation d'un champs, sur un désaccord politique ou sur une agression physique ne sont pas fondamentalement différents de ceux qui animent n'importe quel quartier, village ou logis. Sauf qu'il n'y a plus ici d'instance supérieure et hégémonique pour arbitrer et nous éviter de décider jusqu'au bout du sens et des conséquences de nos actes. Dans ce contexte, la critique des rouages répressifs et bureaucratiques nous oblige à prendre à bras le corps des enjeux complexes que nous nous empressons d'ordinaire de taire ou de confier à une quelconque institution spécialisée : police, justice, hôpital psychiatrique, chambre d'agriculture, parlement...

Mois après mois, le mouvement s'attache à acquérir un art acéré de la composition capable de transcender nos différences et nos différends, sans aplanir pour autant les enjeux éthiques et les tensions fertiles. Les querelles de ce printemps 2013 autour de l'accès aux parcelles agricoles illustrent à merveille la difficulté d'un apprentissage forcément tributaire du temps. Un certain nombre de conflits d'usage ont ainsi vu se heurter des conceptions adverses de la nature : celle de la « *terre comme outil de travail* », et celle d'une nature à conserver, voire qu'il faudrait laisser à elle-même. D'abord vécu sous l'angle d'un pur antagonisme, la confrontation de ces sensibilités nous permet d'avancer dans le chemin tortueux d'une expérience où se conjuguent la réappropriation collective du territoire par ses habitants, la mise en partage d'une partie de ses ressources - terres agricoles, bois, routes et chemins... - mais aussi l'attention à ménager des espaces qui existent pour eux-mêmes, et non parce qu'ils répondent à tel ou tel besoin humain.

Petit à petit, d'innombrables expériences d'autonomie fleurissent ici hors des maillages marchands et gestionnaires. Une assemblée répartit chaque saison les terres libres d'usage pour permettre à ceux qui le souhaitent de produire en commun des légumes, des fruits, des céréales, du miel, du lait... Un rendez-vous hebdomadaire qui ressemble à s'y méprendre à un marché - sans prix ni étiquettes - permet de mettre en partage une partie de notre production agricole. Le reste sert au ravitaillement d'autres luttes ou de squats de migrants dans la métropole nantaise. On voit apparaître

une atelier de couture ou de réparation de vélo, une conserverie, une brasserie, des boulangeries, un restauroulotte, une meunerie, une espace d'écriture et d'enregistrement de rap, une salle de danse et d'autodéfense... On travaille à la question de la réappropriation du soin au-delà des premiers secours en manifs avec des jardins médicinaux, des groupes de paroles et des formations médicales. On cherche à construire nos propres réseaux de communication, du site internet à la radio. Un bulletin, qui regroupe rendez-vous, compte-rendus d'assemblées, récits et coups de gueule est confectionné et distribué chaque semaine dans les soixante lieux de vie par des facteurs en balade. On explore des manières de faire la fête à mille lieues des clubs branchés et de l'industrie du divertissement : un bal folk pour inaugurer un hangar ramené illégalement des confins du finistère, un banquet de 60 mètres linéaire dans la poussière des balles de blé lors d'une fête des battages, des tranches sur de la musique expérimentale ou sur de l'opéra dans une grange graffée... On entretient nous-mêmes une partie des haies, des chemins, des réseaux électriques et des adductions d'eau. On multiplie les constructions sans permis, ni plan local d'urbanisme, mais avec une inventivité architecturale certaine, à l'aide de matériaux de récup', de terre, de paille ou de poutres découpées sur place par une scierie mobile amie qui a traversé la France. On cherche incessamment à s'accorder sur l'usage de ce qui est commun et d'en densifier le champs.

L'autonomie, telle qu'elle s'expérimente dans ce bocage, ne peut être réduite à sa dimension matérielle ou alimentaire. L'autarcie n'a pour nous rien de désirable. Ce dont il est question ici c'est d'autonomie politique. Celle-ci tient sans doute à notre capacité collective de définir nous même nos propres règles. Mais la façon dont elles s'instaurent et dont elles peuvent évoluer parmi nous tiennent plus des us et coutumes populaires que des lois écrites de la République. La légitimité sur laquelle elle s'appuie est celle du vécu, de l'expérience, et ne relève pas d'une quelconque transcendance : de l'intérêt général incarné par l'Etat, du marché ou d'une volonté divine. Dans la brèche ouverte par le replis du pouvoir, s'engouffre une multiplicité d'espaces de décision, d'organisation et de délibération autonomes qui viennent progressivement le destituer. Il y a les assemblées du mouvement de lutte, les réunions hebdomadaires du mouvement d'occupation et les assemblées Sème ta zad, dont la forme, la régularité et la constance évoquent la solidité d'une institution coutumière. Il y a tous les groupes qui s'assemblent, s'organisent, se composent et se recomposent autour de la tonte des moutons, de l'entretien des machines agricoles, de la solidarité avec des Kurdes en lutte, de la résolution d'un conflit, de l'organisation d'une action, d'un chantier collectif, du soutien à ceux qui parmi nous subissent la répression, de la nécessité stratégique de s'exprimer dans les médias, ou du soin apporté ensemble à un jardin collectif. A ces espaces d'organisation s'ajoutent des dizaines de collectifs d'habitation foisonnants de vie et de franche solidarité quotidienne.

Toutes ces sphères – plus ou moins formelles - dessinent sur la zad une forme de démocratie directe qui implique aussi bien des individus, des bandes de potes, des familles que des organisations plus formelles (ADECA, ACIPA, COPAIN, Coordination, comités locaux). C'est la conjonction de notre extraordinaire pluralité et de ce foisonnement d'espaces de délibération et de discussion qui conjure la possibilité d'une prise de pouvoir. C'est ce qui rend impossible qu'une composante de la lutte ne devienne hégémonique, ou qu'un leader détienne entre ses mains la parole et le destin du mouvement. Ainsi, l'expérience de la zad réfute une des thèses majeures de la philosophie politique occidentale : l'absence de gouvernement ne cède pas inéluctablement la place à la loi du plus fort et à la guerre de tous contre tous, mais peut stimuler au contraire une émulation aussi généreuse que solidaire.

*« Je me suis habitué à ce bouillon, parce qu'il y a un gros chaudron ici, même s'il y a plusieurs feux dessous et qu'ils ne chauffent pas tous en même temps... ça me ferait vraiment chier que ça s'arrête d'un coup. On a tous envie de voir quelque chose en sortir. J'ai envie qu'ici ça reste une pépinière*

*pour penser et vivre autrement, qu'il y ait une zone expérimentale qui reste ouverte, sans contrôle, sans recherche de rentabilité, quelque chose qui soit libre de flicage, un endroit où on arrive à se reconnaître, à se dire bonjour, et que ça trouve un équilibre. J'aurai gagné ma lutte personnelle quand on aura gagné ça. Il faut que la lutte laisse un espace ouvert, le plus grand possible. Parce que ça veut dire qu'il y a le plus de diversité possible, et le plus d'imagination possible sur le « faire autrement ».*

Dominique, porte-parole de l'ACIPA, natif de Notre-Dame-des-Landes

\*\*\*

Ce que notre victoire contre César a rendu possible, ce n'est pas l'abandon immédiat du projet d'aéroport mais quelque chose de plus indispensable encore : un temps ouvert où peuvent s'élaborer d'autres imaginaires.

Pendant un an, l'Assemblée Sème ta zad rassemble toutes les composantes autour des enjeux agricoles et fonciers. En octobre 2013, à l'initiative de paysans historiques de la zad, le mouvement organise une journée de semis sur 24 ha de terres où devaient démarrer, en théorie, les premiers travaux pour les pistes aéroportuaires. Des dizaines de tracteurs vigilants ridiculisent dans un grand ballet l'arrêté préfectoral publié la veille pour interdire à quiconque de semer sur la zad.

La propriété des 1600 ha de la zad a été allouée en 2011 au trust VINCI, promoteur de l'aéroport et futur concessionnaire s'il arrive à ses fins. Sur cette étendue, en dehors des friches, des bois et des forêts, 400ha sont toujours cultivées et habitées par les paysans résistants. Mais 800 autres hectares sont redistribués d'année en année par VINCI aux agriculteurs qui ont signé avec lui un accord à l'amiable et ont touché des indemnités d'éviction. Si l'aéroport est un véritable désastre pour ceux qui refusent de partir, il est en revanche pour d'autres, qui ont déjà retrouvé des terres ailleurs, l'occasion d'agrandir un temps leur exploitation par de petits arrangements opportuns. A partir de 2013, le mouvement de lutte décide qu'il n'est plus possible de laisser à VINCI le contrôle des terres. Sur ces 800ha, il en cultive actuellement 220 suite à des actions d'occupation successives.

Entre le printemps 2013 et l'automne 2015, nous ne cessons d'envisager l'avenir de la zad sans aéroport. De chantiers collectifs en assemblées, au fil des semailles et des récoltes, quelque chose est en train de naître de notre ancrage sur le territoire, de la densification des relations. Un long travail d'enquête et de cartographie s'entame. On dresse un état des lieux du foncier. Il s'agit de construire parmi nous une compréhension partagée de la situation. A mesure qu'avancent les débats, on s'écarte d'une approche strictement agricole et juridique pour penser ensemble ce que seraient nos objectifs politiques en cas de victoire. Après plus d'un an de discussions dans tous les espaces d'organisation du mouvement, nous prenons ensemble un engagement décisif pour l'avenir. En voici les termes :

*Une fois le projet d'aéroport abandonné, nous voulons :*

- 1- Que les habitant-e-s, propriétaires ou locataires faisant l'objet d'une procédure d'expropriation ou d'expulsion puissent rester sur la zone et retrouver leur droits.*
- 2- Que les agriculteurs-ices impacté-e-s, en lutte, ayant refusé de plier face à AGO-VINCI, puissent continuer de cultiver librement les terres dont il-elles ont l'usage, recouvrir leurs droits et poursuivre leurs activités dans de bonnes conditions.*
- 3- Que les nouveaux habitant-e-s venu-e-s occuper la zad pour prendre part à la lutte puissent rester sur la zone. Que ce qui s'est construit depuis 2007 dans le mouvement d'occupation en terme d'expérimentations agricoles hors cadres, d'habitat auto-construit ou d'habitat léger (cabanes,*

*caravanes, yourtes, etc), de formes de vies et de luttés, puisse se maintenir et se poursuivre.*

*4- Que les terres redistribuées chaque année par la chambre d'agriculture pour le compte d'AGOVINCI sous la forme de baux précaires soient prises en charge par une entité issue du mouvement de lutte qui rassemblera toutes ses composantes. Que ce soit donc le mouvement anti-aéroport et non les institutions habituelles qui détermine l'usage de ces terres.*

*5- Que ces terres aillent à de nouvelles installations agricoles et non agricoles, officielles ou hors cadre, et non à l'agrandissement.*

*6- Que ces bases deviennent une réalité par notre détermination collective. Et nous porterons ensemble une attention à résoudre les éventuels conflits liés à leur mise en œuvre. Nous semons et construisons déjà un avenir sans aéroport dans la diversité et la cohésion. C'est à nous tout-e-s, dès aujourd'hui, de le faire fleurir et de le défendre.*

En cet automne 2015, il ne s'agit plus seulement de se battre contre un projet d'aéroport, contre son monde, mais de défendre la possibilité d'une destinée commune sur ce bocage.

\*\*\*

## *Epilogue*

Nous sommes à Versailles, le 28 novembre 2015, à la veille du sommet intergouvernemental sur le réchauffement climatique. Depuis des semaines le gouvernement martèle qu'il démarrera bientôt les travaux de l'aéroport et qu'il viendra à bout de la zad, désignée par les ténors politiques comme une « zone de non-droit » ou comme un « territoire perdu de la République ». Il a montré sur le chantier du barrage de Sivens qu'il était prêt à assumer de tuer ou à encourager des milices réactionnaires à le devancer pour faire le sale boulot d'évacuation. Toute honte bue, il entend en même temps faire la promotion de ses préoccupations environnementales lors de la COP 21.

Depuis les attentats du 13 novembre, il ne trouve d'autres réponses à la démente intégrité que de s'enfoncer dans sa propre fièvre liberticide. Il en profite opportunément pour tenter de bâillonner la contestation sociale. A commencer par l'interdiction de toutes les manifestations prévues pendant la COP 21, et par une série de perquisitions et d'assignations à résidence visant, entre autre, des compagnons du mouvement.

Nous sommes partis de Notre Dame des Landes il y a 7 jours avec 5 tracteurs, un triton crêté, une cabane, une cantine mobile et 200 cyclistes de 1 à 70 ans, avec pour but d'atteindre la capitale à l'ouverture de la COP 21. Galvanisés par la menace, nous avons décidé d'aller mettre le gouvernement face à son hypocrisie. Dès le lendemain de notre départ, un bataillon de gendarmes mobiles s'est mis en travers de notre route. Nous avons fermement répliqué à ce blocage du convoi par une séance collective de yoga hilare au milieu de la route nationale et avons collectivement refusé de déclinier nos identités. Alors que des soutiens alertés convergeaient jusqu'à nous, la préfecture de Loire Atlantique a fini par nous laisser passer, non sans nous notifier qu'il nous serait interdit de pénétrer en Ile de France, sous peine d'amende et de prison. Le périmètre qui nous était prohibé a ensuite encore augmenté avec l'inclusion d'autres départements.

Nous avons pourtant continué à avancer chaque jour et à braver ce rétablissement inopiné des frontières provinciales. D'autant que si les autorités ne voulaient visiblement pas de nous, ce

n'était pas le cas des habitants des régions traversés, bien au contraire. Chaque soir, bien que présumés hors la loi, nous avons été accueilli à bras ouvert et parfois à l'improviste par les habitants d'Ancenis, Angers, Le mans, Préaux sur perche, la Flèche, Coulombs, Emancé entre autres. Ceux-ci, par centaines, nous ont ouvert leurs maisons, leurs champs et leurs salles des fêtes. Ces insoumis ne nous ont pas offert leur hospitalité dans un unique geste de soutien mais tout autant parce qu'ils se battent eux-mêmes localement contre la privatisation d'une forêt publique, pour que des migrants aient un toit sur la tête, contre l'emprise de l'agro-industrie ou pour maintenir, face à un nouvelle zone commerciale, un jardin collectif à la périphérie d'une ville.

D'autres marches et convois nous ont rejoint en cours de route depuis d'autres territoires en lutte : de Bure où se projette un centre d'enfouissement de déchets nucléaires, du quartier libre des lentillères à Dijon, de la lutte contre la ligne à grande vitesse autour d'Agen ou des forêts de Roybon et du Morvan. En 3 ans l'expérience du bocage est devenue contagieuse A notre approche, le gouvernement à transformé le bourg de Saclais en zone rouge pour exorciser la possibilité que s'installe une nouvelle zad sur des terres agricoles menacées à la porte de Paris.

La veille nous avons franchi la limite de l'île de France. La nuit dernière, réunis dans un manège à chevaux, assis sur le sable ou perchés aux balcons, nous avons décidé que notre smala irait jusqu'à Versailles. C'est depuis cette citadelle anachronique que, 10 jours auparavant, le sénat et le parlement réunis, pris d'une poussée d'absolutisme, ont décidé de prolonger de 3 mois l'Etat d'urgence sous lequel nous vivons depuis lors.

Nous avons roulé depuis l'aube, euphoriques des kilomètres parcourus et des liens qui se sont tissés cette semaine. Peu avant la place d'armes, le convoi fait halte et nous marchons ensemble à pied derrière une grande banderole peinte pendant la nuit d'après un vers de Skaespeare : *« Si nous vivons, nous vivons pour marcher sur la tête des rois »*. A l'abord des édifices de la cour, un rang de policiers cherche à une dernière fois à nous contenir, autour de la statue de Louis XIV. Mais nous continuons à avancer, et eux à reculer, jusque devant les grilles du château. Des tables sont déployées en rond. La place se remplit, un grand banquet commence avec des montagnes de nourriture mijotée par des cantines de Belgique, des Pays-bas ou d'Allemagne. 5 personnes montent côte à côte sur un banc et se passent tour à tour à la parole. La voix d'un paysan venu en tracteur se détache sous les hourras : *« En 1871, Les versaillais avaient écrasé la Commune de paris. Les zads sont aujourd'hui comme autant de nouvelles communes libres. Et nous affirmons ici que ces communes ne se laisseront plus expulser. »*

Il y a parmi nous deux compères qui ont fait la route ensemble en tandem, alors qu'ils se connaissaient à peine avant le départ, et qui ne se sont plus quitté d'une semelle. Tandis que la nuit tombe, aux portes du château, ils entonnent ensemble une gavotte : *« Et dans 10 ans les avions ne décolleront pas »*. Chacun reprend en chœur chaque fois un peu plus fort. *« Leur aéroport ils peuvent toujours l'rêver, chaque jour un peu plus on les fera cauchemarder »* Tout le monde danse en cercle, corps à corps... Un ami nous interpelle, à bout de souffle, entre deux rondes : *« Comment veux-tu que le pouvoir vienne à bout de personnes qui éprouvent une telle joie à lutter ensemble ! »*.

\*\*\*

Ceci est un appel à défendre le bocage de Notre Dame des Landes et ce qu'il contient d'espoir.

S'ils s'entêtaient à revenir, nous appelons à faire front par une défense bec et ongles de la zone, par un blocage de la région et par l'occupation des lieux de pouvoirs, par des manifestations et des banquets permanents sur les places des villes et villages.

Nous appelons à arracher sans plus attendre l'abandon du projet d'aéroport avec tout ceux en qui se mouvement résonne, et à assurer la poursuite de l'expérimentation politique qui se vit dans ce bocage.

Nous appelons à ce que l'esprit de la zad continue à se diffuser, sans copié-collé, mais avec le désir d'ouvrir partout des brèches face à l'hystérie sécuritaire, au désastre écologique, à la fermeture des frontières et à la marchandisation de tout ce qui existe. Nous voulons contribuer à faire grandir quelque chose qui nous dépasse, duquel la zad de Notre-Dame-des-Landes n'est que l'un des multiples foyers : la possibilité d'un mouvement qui vienne bouleverser radicalement l'existant.